

La Fondation appelle «à la vigilance et à la lucidité»

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4511 - Lundi 25 juin 2018 - Prix : 10 DA

Seule une centaine d'exportateurs a recours à l'assurance
**Selon la Cagex, l'Algérie
ne maîtrise pas ses
activités d'exportation**

Page 3

Une inflation moyenne annuelle à 4,4% en mai

La cherté des fruits et légumes s'accroît

Page 3

En attendant l'affichage des résultats prévu pour le 15 juillet

Bac : «Ouf, c'est presque fini...»



Ph/DR

Durant ces cinq jours, les 700 000 candidats au Bac ont passé leur examen dans de bonnes conditions. Quant à la difficulté des différentes épreuves, les avis des candidats rencontrés sont partagés...

[Lire page 2](#)

Participation de plus de 40 pays

**Séminaire à Alger des
villes intelligentes**

Page 4

Festival national

**Huit troupes en compétition pour
la musique et danse Diwane**

Page 13

En attendant l'affichage des résultats prévu pour le 15 juillet

Bac : «Ouf, c'est presque fini...»

■ Durant ces cinq jours, les 700 000 candidats au Bac ont passé leur examen dans de bonnes conditions. Quant à la difficulté des différentes épreuves, les avis des candidats rencontrés sont partagés...

Par Thinhinene Khouchi

L'examen tant redouté par les lycéens prendra fin aujourd'hui. En effet, après une année mouvementée par les multiples grèves des enseignants, plus de 700 000 élèves ont passé le Bac et contrairement à la session de l'année précédente, entachée par les fuites de sujets et par la question des retardataires, les épreuves de cette année se sont déroulées dans de bonnes conditions. Quant aux différents sujets des épreuves passées, notamment l'épreuve de mathématiques, cette matière de base pour de nombreuses spécialités, les avis des candidats rencontrés restent mitigés. Les candidats interrogés étaient unanimes à qualifier l'épreuve de «difficile», notamment pour la filière Sciences expérimentales et dans certains centres d'examen, les candidats n'étaient pas autorisés à utiliser leurs calculatrices dans l'épreuve de maths bien qu'elle soit autorisée, voire recomman-

dée pour certaines filières ce qui rendu la tâche plus difficile. Mais globalement, les candidats des différents filières ont indiqué que les sujets étaient abordables et à la portée de tous. En ce qui concerne la publication des sujets sur les réseaux sociaux, le sujet d'arabe diffusé une heure après le début de l'épreuve, mercredi dernier, premier jour du Bac, et la tentative de tricherie resteront jusque-là les seuls points noirs pour le département de Benghabrit. Réagissant à ce problème, la ministre avait indiqué le jour même que «des sanctions seront prises» par la commission interministérielle présidée par le ministère de la Justice à l'encontre des responsables des fuites du sujet de l'épreuve de langue arabe sur le réseau social Facebook. En outre, si la ministre a pu lutter contre la fraude, la triche a été omniprésente durant ces jours d'examen, nous révélèrent certains candidats rencontrés à la sortie d'un centre d'examen à Alger, pas uniquement pour décrocher son diplôme mais aussi avec de bonnes



notes en bonus. «Oui, j'ai triché et je continue à tricher car on n'a pas toujours la note qu'on veut honnêtement», dévoile un étudiant qui dit refaire son Bac pour améliorer ses notes. Une candidate au Bac filière langues nous affirme que durant les cinq jours d'examen, ses camarades ne cessaient pas de tricher. «Il y avait un garçon assis au fond de la classe qui ne voulait pas arrêter de tricher, je le voyais écrire

sur la table avant chaque début d'examen et les enseignants lui ont fait plus d'une fois la remarque sans qu'il ne se résigne à arrêter». Pour rappel, d'après les données fournies par le ministère, le nombre global d'élèves qui ont passé l'examen du baccalauréat est de 709 448, dont 40% de candidats libres. Le nombre des candidats aux besoins spécifiques avoisine les 400, soit 216 non-voyants et 169

handicapés moteurs. Quelque 260 000 encadreurs ont été mobilisés au niveau des centres d'examen, de regroupement, de codage et de correction pour le bon déroulement des épreuves. Plus de 4 390 détenus ont aussi subi les épreuves du baccalauréat au niveau de 43 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Education nationale.

T. K.

Lutte contre l'extrémisme violent

Nécessité d'adapter les stratégies aux besoins des populations

LA LUTTE contre l'extrémisme violent et le terrorisme nécessite la mise en place de stratégies efficaces adaptées aux besoins des populations, a affirmé dimanche à Alger, le Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas.

«Il faut mettre en place des stratégies de lutte efficaces et surtout adaptées aux besoins des populations locales notamment celles confrontées à toutes sortes de pauvreté et de précarité», a déclaré le responsable à l'occasion des «Troisièmes conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent», placées sous le thème «Investir dans la paix et la prévention de la violence dans la région sahélo-saharienne».

Pour sa part, l'ambassadeur de la Suisse en Algérie, M^{me} Muriel Berset Kohen, a indiqué dans sa communication que «sans nier la nécessité d'une approche sécuritaire pour lutter contre le terrorisme, l'expression de la part des gouvernants d'une volonté politique claire et globale est indispensable pour la mise en place de mesures efficaces de prévention».

La diplomate qui a salué par ailleurs l'effort de l'Algérie au sein des Nations unies pour décréter «Une journée internationale du vivre ensemble en paix», célébrée pour la première fois le 16 mai dernier, a estimé que cette rencontre constitue «une belle richesse pour promouvoir la prévention de la violence extrême et cheminer vers le vivre ensemble en paix».

De son côté, le représentant de l'Institut international pour la paix, Yousef Mahmoud, a plaidé pour «une approche préventive» dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

Pour rappel, la rencontre est organisée, avec le soutien de l'Algérie, par le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), l'Institut international pour la paix (IPI), le Département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse (DFAE) et du Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme de l'Union africaine (CAERT).

Une soixantaine de participants, issus de la région Sahel-Sahara (Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale), prennent part à ces Conversations, notamment des dirigeants politiques et parlementaires, des représentants de la société civile (notamment des associations de femmes et de jeunes), des autorités religieuses et traditionnelles, des chercheurs, des représentants des forces de défense et de sécurité, des médias (dans leurs capacités d'experts), ainsi que des gouvernements et des organisations régionales et internationales.

L'initiative des «Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent» vise à créer un «espace d'appropriation de l'approche de prévention de la violence dans l'espace sahélo-saharien».

Anis F.

La branche automobile toujours prédominante

Assurances : le chiffre d'affaires en constante hausse

Le chiffre d'affaires du marché national des assurances a enregistré une hausse de 8,1% au premier trimestre de 2018 par rapport à la même période de 2017, avec la prédominance constante du marché de la branche assurance de l'automobile, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa note de conjoncture.

Entre janvier et fin mars 2018, la production des compagnies d'assurances a augmenté à 39,37 milliards de DA (mds DA) contre 36,42 mds DA à la même période de 2017.

Concernant les indemnisations fournies par l'ensemble des sociétés d'assurances, elles se sont chiffrées à 15,2 mds DA contre 14,1 milliards de DA (+8%).

La structure des règlements reste dominée par les assurances de dommages avec 96,5%, contre 3,5% pour les assurances de personnes.

Quant au stock des sinistres à payer, il s'est élevé, au terme du premier trimestre 2018, à 79,4 mds DA, contre 69,8 mds de DA à fin mars 2017 (+13,7%).

Pour les assurances de dommages, le chiffre d'affaires a été de 35,3 mds DA, soit près de 90% du marché des assurances, alors que les règlements des sinistres a été de 14,7 mds DA.

Par branche de ce type d'assurance, le chiffre d'affaire de l'assurance automobile a été de 20,8 mds DA (contre 19,8 mds DA), en hausse de 4,7%.

L'assurance automobile demeure encore la principale branche du marché des assurances de dommages avec une part de près de 59%.

Le nombre de contrats souscrits au titre de la branche automobile est passé de 1 788 678 au 1^{er} trimestre 2017 à 2 303 599 contrats à la fin du premier trimestre 2018, soit une augmentation de près de 29%.

Les garanties obligatoires-automobiles ont, quant à elles, enregistré une hausse de 69,5% et

détiennent 29,5% du portefeuille de la branche, alors que les garanties facultatives ont régressé de 9,7%.

S'agissant des assurances Incendie et Risques Divers (IRD), leur chiffre d'affaires a été de 12 milliards de DA (hausse de 17%) et détiennent 34% du portefeuille global.

La branche transport a réalisé une croissance de 6,6% par rapport au premier trimestre 2017 avec un chiffre d'affaires de 1,35 mds DA tiré essentiellement par le transport maritime.

Le chiffre d'affaires des assurances agricoles a baissé à 631,8 millions de DA (contre 720,8 millions de DA) en conséquence de la baisse des réalisations des sous-branches «production animale», «multirisques engins et matériel agricole» et «responsabilité agriculteur».

Le nombre de contrats de cette branche a reculé à 107 691 au 1^{er} trimestre 2018 contre 114 636 au même trimestre 2017.

Pour ce qui concerne les parts de marché, celle des sociétés d'assurance de dommages à capitaux privés est de 28% avec un chiffre d'affaires de 9,8 mds DA.

Concernant les assurances de personnes (accidents, maladie...), le chiffre d'affaires a été de 3,3 mds DA au 1^{er} trimestre 2018, en hausse de 2,4%.

Les indemnisations des sociétés d'assurance de personnes se sont élevées à 526,3 millions de DA au 1^{er} trimestre 2018, dont plus de 63% consacrés à la branche «prévoyance collective», suivie de la branche «vie-décès» avec 20,1%.

Quant au stock des sinistres à payer, le montant a atteint 3,4 milliards de DA à la fin mars 2018.

Sur le 1^{er} trimestre 2018, les sociétés privées d'assurances ont préservé une part de 27% du total du marché des assurances de personnes avec un chiffre d'affaires de 878 millions de DA.

Hafid Ch./APS

Une inflation moyenne annuelle à 4,4% en mai

La cherté des fruits et légumes s'accroît

■ Avec des prix à la consommation en courbe croissante depuis une année, la vie d'une majorité des Algériens est toujours aussi chère si ce n'est pas plus. Outre le rapport direct et quotidien des citoyens avec les prix inabordablement élevés de produits alimentaires notamment, l'Office national des statistiques (ONS) vient confirmer cette évolution en annonçant une inflation annuelle de 4,4% enregistrée jusqu'à mai 2018.

Par Lynda Naili

A ce titre, selon l'ONS la variation mensuelle des prix à la consommation, c'est-à-dire l'évolution de l'indice du mois de mai 2018 par rapport à avril 2018, a été de 1,8%. En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont connu une hausse de 3,7%. A titre d'exemple, l'ONS citera que les prix des produits agricoles frais se sont distingués par une augmentation de 6,4%. Dans le détail, les prix se sont caractérisés par des hausses assez importantes, notamment pour les légumes avec plus 15,1%, les fruits plus de 9,6% et la viande blanche à plus de 6,8%. Toutefois, certains produits alimentaires frais, principalement les œufs et le poisson, ont affiché des variations négatives, avec respectivement moins 5,2% et moins 8,3%. Pour ce qui est des prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires), ils ont grimpé de 1,1%, a ajouté l'ONS qui souligne une légère hausse de 0,2% des prix des produits manufacturés alors que ceux des services ont évolué



lué de 0,3%. Par groupe de biens et services, les prix de l'habillement-chaussures ont enregistré une hausse de 0,9%. Cette tendance haussière a également concerné le groupe

santé-hygiène corporelle avec un taux de 1,1%. Quant aux prix du reste des produits, ils se sont caractérisés par des stagnations, selon la même source. Pour rappel, la loi de finances

2018 prévoit une inflation de 5,5%.

A noter que cette évolution des prix à la consommation en rythme annuel jusqu'à mai 2018 est le taux d'inflation moyen

annuel calculé sur les 12 mois allant de juin 2017 à mai 2018 par rapport à la période allant de juin 2016 à mai 2017, précise l'ONS.

L. N.

Seule une centaine d'exportateurs a recours à l'assurance

Selon la Cagex, l'Algérie ne maîtrise pas ses activités d'exportation

L'Algérie manque encore de compétences pour maîtriser ses activités d'exportations, si ce n'est dans le secteur des hydrocarbures et dans celui des produits miniers. Le constat est du P-DG de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex), Djillali Tariket.

M. Tariket, qui était l'invité de la Radio nationale, revenant hier sur les récents refoulements de lots marchandises algériennes par des importateurs étrangers, souligne qu'il existe nombre de conditions à respecter, tant du point de vue documentaire que de conformité, pour prétendre exporter. Selon lui, les raisons amenant des importateurs à rejeter des cargaisons de produits sont souvent liées à leur non-conformité avec les spécifications d'un contrat, sinon à des raisons d'ordre sanitaires.

Aussi, il précise que la responsabilité entière des dommages causés incombe à l'exportateur en cas de refoulement de sa cargaison, l'assurance, dit-il, ne peut se manifester qu'en cas d'accident provoquant des dégâts aux produits exportés. Pour éviter de pareils désagréments, l'invité de la radio estime utile que l'opérateur algérien veille au plus près pour que les marchandises qu'il entend faire pénétrer sur les marchés à

l'étranger soient, «en tous points de vues», conformes aux exigences de l'acheteur.

Le P-DG de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex), Djillali Tariket, explique qu'il existe deux cas où l'assurance intervient : celui consistant à dédommager les pertes causées à une marchandise durant son

acheminement et celui visant à indemniser l'exportateur, lorsque l'acheteur refuse de s'acquitter du paiement de celle-ci. Revenant au rôle de sa compagnie, l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, il signale que la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex) joue un rôle de conseiller de l'exporta-

teur. Ce rôle est en négociation avec un client étranger afin de lui éviter, dit-il, d'avoir à subir les conséquences d'un impayé. Concernant les exportateurs, l'intervenant relève que sur les quelque 500 exportateurs nationaux potentiels, seule une centaine parmi eux a recours à l'assurance. Sur ce point, le P-DG de la Compagnie algérienne

d'assurance et de garantie des exportations (Cagex), Djillali Tariket, note que le recours à la Cagex «est utile mais pas nécessaire».

Il rappelle, toutefois, que l'assurance crédit est un outil efficace de prévention des risques contre des importateurs insolubles.

Louiza Ait Ramdane

Médecins résidents/Après 8 mois de grève

Reprise du service hospitalier et des activités pédagogiques

Les médecins résidents au niveau de l'ensemble des facultés de médecine nationales ont repris hier le service hospitalier et les activités pédagogiques sans exception, après 8 mois de grève.

Suite à la décision du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) prise vendredi soir, l'activité a repris dans les 10 établissements hospitaliers universitaires (EHU) du pays, a précisé à l'APS le délégué du Camra, D'Nazim Soualili.

«Cette décision intervient après que le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a conditionné la reprise du dialogue par la poursuite de toutes les activités hospitalières du corps médical sans exception», a-t-il affirmé, souhaitant que «le ministère tiendra sa promesse et reprendra le dialogue et la consultation en vue de répondre aux revendications restantes».

«Le corps demeure mobilisé derrière le Camra pour défendre ses revendications

légitimes», estime le D' Soualili, appelant les ministères de tutelle (la Santé et l'Enseignement supérieur) à «honorer leurs engagements».

Les médecins résidents, en grève depuis le 14 novembre 2017, avaient boycotté les épreuves du Diplôme d'études médicales spécialisées (DEMS), couronnant la formation spécialisée, programmées par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, entre les 18 mars et 12 avril. Ils ont également gelé les activités de gardes et des urgences médicales.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait annoncé, la semaine écoulée, que l'examen du diplôme d'études médicales spécialisées (DEMS) se déroulera durant la période allant du 1er au 19 juillet, notant que cette session de rattrapage sera la dernière à être organisée pour l'année universitaire 2017/2018 et prévenant que «les candidats qui ne s'y présenteront pas seront considérés en situation

d'abandon d'études et par conséquent exclus». En dépit de différents mouvements de protestation observés par le corps médical à Alger, Oran, Blida, Annaba, Constantine, Tlemcen et Sétif, les deux ministères de tutelle ont maintenu leurs positions, à savoir «le refus du dialogue avant la reprise par le corps des activités hospitalières et pédagogiques».

Les revendications des résidents portent essentiellement sur l'abrogation du caractère obligatoire du service civil et son remplacement par un autre système de couverture sanitaire pour l'intérêt du patient et l'épanouissement socioprofessionnel du médecin spécialiste, le droit à la dispense du service militaire, le droit à une formation de qualité pour le médecin résident, la révision du statut général du résident, le droit aux œuvres sociales, ainsi que le droit à l'agrément d'installation à titre privé de spécialistes en biologie clinique.

Amine H.

Participation de plus de 40 pays

Séminaire à Alger des villes intelligentes

■ Plus de 40 pays et 15 institutions de renommée mondiale dans le domaine technologique participeront au séminaire international des villes intelligentes, prévu à Alger les mercredi et jeudi prochains, a indiqué le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

Par Selma N.

Ce séminaire «verra la participation de plus de 40 Etats et 15 institutions de renommée mondiale dans le domaine technologique et ce, à l'effet d'échanger les expertises et expériences en matière des villes intelligentes», a déclaré M. Zoukh en marge de son inspection des dernières préparatifs au Centre international des conférences (CIC) «Abdelatif-Rahal» où se tiendra, durant deux jours, le séminaire international des villes intelligentes d'Alger.

L'objectif principal de cette manifestation internationale est de «créer un climat favorable permettant de développer et de promouvoir les start-up qui sont la clé de la création des villes intelligentes», a précisé le wali.

Il a indiqué, à ce propos, que la création d'un climat favorable au développement des start-up sera en faveur des jeunes universitaires diplômés de façon à créer de l'emploi et partant, contribuer à réduire le chômage.

En marge de la tenue de ce séminaire, poursuit M. Zoukh, une exposition variée sera organisée au niveau du CIC, qui «mettra en exergue l'état d'avancement enregistré par la wilaya



d'Alger en termes de recours aux technologies de pointe dans le cadre du plan stratégique pour la modernisation de la capitale».

Après avoir inspecté l'état des préparatifs au niveau du CIC, le wali a visité en compagnie de la délégation l'accompagnant (commissions relevant des différents secteurs chargées des préparatifs du séminaire), le Parc des Grands Vents (Dounia Parc) où se dérouleront les 26 et 27

deux concours (solutions innovantes et start-up).

Plus de 200 jeunes représentant toutes les régions du pays et la communauté algérienne établie à l'étranger prendront part au concours des idées innovantes, outre le concours des start-up, ont révélé les organisateurs, faisant savoir que le concours final aura lieu le deuxième jour du séminaire international des villes intelli-

gentes, jeudi 28 juin.

Le wali d'Alger a annoncé que les trois premiers lauréats seront distingués, précisant que «le premier prix est de 500 millions de centimes».

Plus de 4 000 experts nationaux et étrangers dans les domaines des TIC et des start-up sont attendus au séminaire des villes intelligentes, en sus des pionniers de l'investissement en la matière.

Au programme du sommet figure principalement «le rôle du gouvernement dans l'encouragement des nouvelles technologies et des villes intelligentes».

Deux autres thèmes seront évoqués eu égard à leur importance, à savoir «le développement de l'écosystème des start-up» et la «valorisation de la diaspora dans le domaine des technologies et de l'innovation».

S. N./APS

El Bayadh

La waâda de Sidi Cheikh du 4 au 6 juillet

La commune de Labiodh Sidi Cheikh, située à l'extrême sud de la wilaya d'El Bayadh, s'appête à célébrer la waada de Sidi Cheikh à la zaouïa éponyme du 4 au 6 juillet prochain, a-t-on appris hier auprès des organisateurs.

Le cheikh de la zaouïa, El Hadj Larbi, a indiqué que les préparatifs se poursuivent pour la réussite de cette manifestation annuelle classée depuis 2013 patrimoine mondial immatériel par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Le programme de cette manifestation comporte des conférences au centre islamique de Labiodh Sidi Cheikh, traitant de la vie du saint patron Sidi Cheikh, fondateur de la tarika soufie «chikhia», du rôle des zaouïas d'éducation religieuse et de lutte contre l'extrémisme et de la région de Labiodh Sidi Cheikh au 16e siècle.

Cette manifestation, que les disciples de cette confrérie soufie sont habitués à organiser, est marquée par la récitation du Coran «Selka», des louanges, ainsi que l'organisation de fantasia avec la participation d'environ 500 cavaliers, selon la même source.

Pour sa part, le président d'APC de Labiodh Sidi Cheikh, Cheikheddine Benheddadji, a signalé le lancement d'une large

campagne de nettoyage et d'embellissement, surtout à l'entourage de la zaouïa de Sidi Cheikh, qui accueillera l'événement, ainsi que de travaux d'entretien de l'éclairage et l'élaboration d'un plan de sécurité par les services compétents pour assurer le succès de cette manifesta-

tion annuelle qui draine de nombreux visiteurs. La waada, constituée de cortèges, coïncidera avec la célébration de la fête de l'Indépendance qui verra l'inauguration de deux sites historiques dans cette ville, l'un immortalisant les martyrs de la région et l'autre une stèle com-

mémorative du Ksar de Labiodh Sidi Cheikh, détruit par le colonisateur français à l'époque de la guerre de Libération nationale.

Le saint patron Sidi Abdelkader Ben Mohamed Ben Slimane Ben Abi Smaha dit de Sidi Cheikh est né dans la région en 940 de l'hégire correspondant

à 1533. Il est mort en 1616, selon des sources historiques.

Sidi Cheikh est un érudit soufi, qui a participé à la résistance populaire contre le colonialisme espagnol de la ville d'Oran aux 16e et 17e siècles, selon les mêmes sources.

Safy T.

Employabilité des jeunes

La CGEA lance aujourd'hui à Alger l'Académie ressources humaines

La Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) procèdera aujourd'hui à Alger, en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), au lancement officiel de l'Académie ressources Humaines (RH-CGEA), visant à encourager l'employabilité des jeunes, indique hier dans un communiqué l'organisation patronale. L'Académie RH-CGEA est «le résultat d'une collaboration étroite avec l'OIT et s'inscrit dans le cadre du +Projet TAWDIF : de l'université au monde du travail +, initié par l'OIT avec le soutien financier du Royaume-Uni et dont la CGEA est partie prenante et membre du Comité de pilotage», précise la même source.

Le projet vise à «améliorer la transition de la formation vers l'emploi des jeunes diplômés par la promotion de la recherche active et des compétences entrepreneuriales, l'identification des compétences et métiers en demande par les entreprises ainsi que la promotion de mécanismes de concertation et d'information entre tous les acteurs publics et

privés concernés par l'insertion professionnelle des jeunes», ajoute-t-on.

Il prévoit notamment la mise en place d'une académie de formation des responsables des entreprises en ressources humaines, soulignant les promoteurs de la future académie dont «la principale mission est la sensibilisation des managers et des responsables des ressources humaines aux bonnes pratiques de recrutement, de gestion et développement des ressources humaines et ce, en conformité avec les normes, lois et règlements du droit du travail».

Le lancement de ce projet a été précédé par deux sessions de formation sur le premier cycle développé en «Management stratégique de la ressource humaine» et qui a eu lieu durant le premier trimestre 2018, respectivement à Alger et Oran, et ce, au profit de 74 chefs d'entreprises et directeurs de ressources humaines.

Le premier cycle de l'Académie sera complété cette année par 2 autres cycles, à savoir «le Dialogue social, Santé et Sécurité au tra-

vail» et «Les compétences managerielles des ressources humaines», tenant compte de la dimension transversale du droit du travail, de la non discrimination et de la promotion à l'insertion des jeunes, est-il détaillé.

Par ailleurs, il est prévu le lancement de 6 autres sessions de formation au profit de candidats issus d'autres régions du pays, notamment de l'Est et du Sud, et qui seront ouvertes aux entreprises privées et publiques ainsi qu'aux autres organisations patronales, informe-t-on encore, tout en indiquant qu'à compter du 31 mars 2019 la gestion de l'Académie reviendra «entièrement» à la CGEA. A noter, enfin, que cette rencontre verra la réception «officielle» de l'Académie par la CGEA et la remise des diplômés aux participants du premier cycle, en présence d'une centaine d'invités (représentants de différents ministères, chefs d'entreprises, directeurs de ressources humaines, présidents d'organisations patronales et représentants d'agences onusiennes), conclut-on.

Hania C.

Sur les 5 premiers mois de l'année

Les importations en médicaments en nette hausse

■ La facture d'importation des médicaments a nettement augmenté sur les cinq premiers mois de 2018, se chiffrant à 922,54 millions de dollars contre 671,26 millions de dollars à la même période de 2017, en hausse de plus de 251 millions de dollars (+37,43%), a appris l'APS auprès des Douanes.

Par Soulef G.

Pour rappel, la facture d'importation des médicaments s'est établie à 1,89 milliard de dollars en 2017 contre 2,02 milliards de dollars en 2016 (-6,4%).

Sur une demande nationale en médicaments de l'ordre de 4 milliards de dollars annuellement, l'industrie pharmaceutique nationale produit pour l'équivalent de deux milliards de dollars actuellement.

Quelque 80 unités productives dans le domaine pharmaceutique sont en activité au niveau national.

Produits alimentaires : légère hausse de la facture d'importation

La facture d'importation des produits alimentaires a connu une légère hausse sur les 5 premiers mois de 2018, tirée essentiellement par l'augmentation des importations des céréales et le lait, tandis que le reste des principaux produits alimentaires a connu des baisses, a appris l'APS auprès des Douanes.

La facture d'importation du Groupe des produits alimentaires a atteint 3,936 milliards de dollars (mds usd) entre janvier et fin mai 2018, contre 3,791 mds usd durant la même période de 2017, soit une hausse globale de l'ordre de 145 millions de dollars (+3,82%), détaille le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes (Cnis).

Sur les 3,936 mds usd d'importations alimentaires globales, les six principaux produits ali-

mentaires (céréales, laits, sucres et sucreries, café et thé, légumes secs et viandes) ont été importés pour 2,892 mds usd sur les 5 premiers mois de 2018 contre 2,855 mds usd sur la même période de 2017, en hausse de près de 37 millions usd, correspondant à une augmentation de l'ordre de 1,31%.

Ainsi, la facture des céréales, semoule et farine, représentant plus de 36% des importations alimentaires de l'Algérie, a grimpé à 1,428 mds usd contre 1,258 mds usd, soit une augmentation de 170 millions de dollars (+13,5%) entre les deux périodes de comparaison.

Les importations en lait et matières premières des produits laitiers ont également enregistré une hausse en s'établissant à 701,03 millions usd contre 672,12 millions usd, en hausse de près de 29 millions usd (+4,3%).

En revanche, les importations pour le reste des produits alimentaires essentiels ont enregistré des baisses.

Ainsi, les importations des viandes ont reculé en s'établissant à 92,63 millions usd contre 122,8 millions usd, en baisse de 30,16 millions usd (-24,56%).

Quant à la facture d'importation du sucre et sucreries, elle a diminué à 377,01 millions usd contre 476,32 millions usd, en baisse de 100 millions usd (-21%).

Pour les légumes secs, ils ont baissé à 137,37 millions usd contre 154,55 millions usd (-11,1%).

De même, les importations du café et thé ont enregistré une baisse à 156,3 millions usd



contre 171 millions usd (-8,6%).

En dehors de ces six principaux produits, le reste du Groupe des produits alimentaires a été importé pour 1,04 mds usd de janvier à mai 2018 contre 936 millions usd de janvier à mai 2017 (+12%).

Concernant les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le Groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont également augmenté à près de 392 millions usd sur les cinq premiers mois de 2018 contre 383 millions usd sur la même période de 2017 (+2,3%).

Ainsi, la facture globale du Groupe des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire s'est chiffrée à 4,33 mds usd entre janvier et mai 2018 contre 4,17 mds usd entre janvier et mai 2017, en hausse de 3,83%.

Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits alimentaires, avaient été mis en place en janvier 2018 dans le but de réduire le déficit commercial et de promouvoir la production nationale.

Il avait ainsi été décidé de la suspension provisoire d'importation de plus de 800 produits et

l'instauration de mesures à caractère tarifaire prévues par les dispositions de la loi de finances pour 2018, et ce, à travers l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC) au taux de 30% et le relèvement des droits de douane pour des produits alimentaires.

Le projet de loi de finances complémentaire 2018 a institué un Droit additionnel provisoire de sauvegarde applicable aux opérations d'importation de marchandises, qui est fixé entre 30% et 200%. Il sera perçu en sus des droits de douane.

S. G./APS

Ouargla

Réception prochaine du marché régional de gros des fruits et légumes

Le projet de réalisation du marché régional de gros des fruits et légumes de la commune d'Ain El-Beida (wilaya de Ouargla) sera réceptionné prochainement, a-t-on appris hier auprès de la direction locale du commerce. Ce projet est actuellement à 75% d'avancement des travaux, a-t-on signalé, précisant qu'hormis les carrés qui restent encore à aménager, les diverses autres structures ont été finalisées, à l'image du bloc administratif, d'une annexe bancaire, du siège des associations professionnelles et des entrepôts de tri et de conditionnement.

Première du genre au niveau de la région du sud-est du pays, cette structure commerciale couvrant 20 hectares a été confiée pour sa réalisation, pour un investissement de plus de 1,2 milliard DA, à la société de réalisation et gestion des marchés

de gros «Magros». Le marché de gros disposera aussi d'autres commodités pour le confort et la quiétude des clients et des com-

merçants, dont un poste de police, une salle de prière, une salle de soins, une pharmacie, un parking, une station de services, un

restaurant, une cafétéria et des espaces verts. Prévoyant 96 carrés commerciaux de 50 à 100 m², ce marché de gros devra géné-

rer, une fois entré en exploitation, un millier d'emplois, selon la même source.

Ghania T.

Chine

Les ventes de voitures de marques locales en hausse

Les ventes de voitures de marques chinoises en Chine ont augmenté de 3,98%, en glissement annuel de janvier à mai 2018.

Environ 4,3 millions de voitures de marques chinoises ont été vendues de janvier à mai, représentant 44% des ventes totales de voitures en Chine pendant cette période, selon l'Association de l'Industrie automobile de Chine.

Les sociétés SAIC, Geely et China Changan ont été les trois premiers constructeurs automobiles chinois en termes de ventes de voitures, durant les cinq premiers mois de 2018.

Pendant cette période, les voitures de marques allemandes et japonaises ont déte-

nu respectivement une part de marché de 20,9% et de 17,4%.

Les bénéfices des entreprises d'Etat augmentent à un rythme plus rapide

La croissance des bénéfices des entreprises d'Etat chinoises s'est accélérée au cours des cinq premiers mois, selon des statistiques officielles.

Leurs profits combinés ont dépassé 1 290 milliards de yuans (environ 198 milliards de dollars) pendant la période de janvier à mai, en hausse de 20,9% sur un an, selon le ministère des Finances. Le rythme de croissance a été plus rapide par rapport à celui

de 18,4% enregistré pendant les quatre premiers mois. Les chiffres d'affaires des entreprises d'Etat ont augmenté de 10,2% pour atteindre 22 300 milliards de yuans pendant les cinq premiers mois, alors que leurs coûts de fonctionnement ont grimpé de 9,7% à 21 400 milliards de yuans.

En mai, les actifs des entreprises d'Etat ont totalisé 169 000 milliards de yuans, en hausse de 9,3% en glissement annuel, alors que leurs dettes ont augmenté de 8,7% pour atteindre 110 000 milliards de yuans.

Les entreprises d'Etat dans les secteurs du fer et de l'acier, du pétrole, de la pétrochimie et du charbon ont connu la croissance des bénéfices la plus remarquable.

Rachid F.

Quand l'échec ne décourage pas

Chérifa repasse le Bac trente ans après avoir quitté les bancs de l'école

■ Chérifa Lehchili, native de la ville de Mila, a pour ultime rêve de décrocher le baccalauréat qu'elle repasse cette année pour la 4^e fois après avoir quitté les bancs de l'école en 1985, soit après plus de trois décennies.

Par Maïssa B.

«**T**ant que je respire, je tenterai de le décrocher», affirme résolument cette quinquagénaire mère de quatre enfants dont l'aîné a 28 ans et le cadet 15 ans, qui a renoué depuis 2015 avec les manuels scolaires pour concrétiser son rêve. Ni son âge, ni ses responsabilités familiales et professionnelles ne semblent aujourd'hui prêtes à entamer la détermination de cette dame à décrocher cet examen scolaire. Femme au foyer depuis 30 ans, pleinement consacrés au soutien de son mari et à l'éducation de ses enfants, cela constitue une «longue période» qui, toutefois, soutient M^{me} Chérifa, «n'a pas pour autant réussi à enterrer mon profond rêve» d'obtenir le précieux baccalauréat. En 2015, cette dame remet en tête de ses priorités son vieux rêve, suit des cours de soutien et révisé en s'ef-



Circulation automobile à Tamanrasset Bientôt un nouveau plan au chef-lieu de wilaya

UN NOUVEAU plan de circulation sera mis en œuvre dans les prochains jours au chef-lieu de la wilaya de Tamanrasset, selon la direction locale des transports. Ce nouveau plan de circulation englobe l'ensemble des voies et artères principales de la ville de Tamanrasset, notamment les axes à forte densité de circulation, en plus de la mise en place d'une signalisation de plus de 700 panneaux de différents types, a précisé le directeur du secteur, Mehdi Mellakh. Il vise une meilleure organisation et fluidité de la circulation et une réduction des accidents, a-t-il souligné. Ce dernier a fait état aussi de la finalisation d'une étude concernant le transport urbain au chef lieu de wilaya, rendue nécessaire par l'expansion urbaine effrénée de la ville. Le plan de transport urbain de la ville, qui englobe huit dessertes couvrant l'ensemble des zones urbaines, depuis la zone d'Outoul (20 km nord de Tamanrasset) jusqu'à celle d'Amsel (30 km sud de la ville), devra permettre un meilleur service au citoyen et le désenclavement de l'ensemble des quartiers de Tamanrasset. Ceci, en plus d'offrir aux jeunes l'opportunité d'assurer, à travers la création de micro-entreprises, le transport public à travers les différents quartier et zones de Tamanrasset, selon le même responsable.

Ghania F.

forçant de dégager du temps dans son calendrier déjà chargé de femme active, dirigeant un atelier de couture, et de mère de famille. En dépit de trois échecs successifs, entre 2015 et 2017, M^{me} Lehchili persiste et recommence, cette année encore, son «aventure» au centre d'examen des frères Belaârima de la ville de Mila, considérant que les nouveaux programmes scolaires sont plus aisés que ceux des années 1980. Pour elle, cette année est plutôt spéciale puisqu'elle repasse le Bac en même temps que sa fille, inscrite dans la filière gestion et économie. A la maison, les préparatifs des épreuves du bac étaient intenses, autant que les espoirs d'une double joie, confie cette dame, qui raconte que chaque matin, elle et sa fille prennent ensemble le chemin du centre d'examen en s'encourageant l'une l'autre, ajoutant avoir trouvé l'épreuve d'anglais assez facile. De prime abord, M^{me} Lehchili, partagée entre ses tâches domestiques et les demandes incessantes de ses clientes, semble sereine mais dès l'engagement de la discussion autour du Bac, elle laisse s'échapper la

ferveur de sa profonde obstination à relever le défi et assouvir son «très profond désir» de devenir bachelière. Les critiques de ceux qui désapprouvent ce retour aux études après tant d'années, cette dame déterminée préfère les ignorer et se concentrer sur son objectif au travers duquel elle assure ne chercher ni poste, ni emploi puisque M^{me} Chérifa comptabilise déjà plusieurs diplômes en informatique, comptabilité et administration qui lui avaient permis d'exercer dans plusieurs établissements scolaires en tant que contractuelle. «Ma vie professionnelle est riche et je suis satisfaite de mon travail dans mon atelier de couture», soutient cette candidate atypique au Bac qui assure nourrir une soif inassouvie pour «le savoir et la culture» comme en témoigne sa petite bibliothèque à domicile. «Si j'obtiens le Bac, rien ne m'empêchera de rejoindre l'université», assure cette dame encouragée dans sa démarche par son mari et ses enfants, affirmant qu'elle n'aura aucun complexe à fréquenter les amphithéâtres de l'université avec des étudiants et des étudiantes de l'âge de ses

enfants, précisant que l'information et la communication ainsi que l'archéologie sont les deux filières qu'elle souhaiterait étudier en université. En dépit du trac qu'elle confie éprouver à chaque fois qu'elle entre en classe, M^{me} Chérifa conseille aux autres candidats d'avoir confiance en soi, assurant que «nul droit ne se perd tant qu'il y aura quelqu'un qui le réclame».

Handicapée visuelle, Rafida Fatima-Zohra, une lycéenne qui défie son infirmité

A 19 ans, Aissat Fatima-Zohra Rafida est une lycéenne qui a défié son handicap visuel, contracté depuis la naissance, en se présentant aux examens du baccalauréat cette année dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès avec volonté et détermination.

Ayant suivi l'enseignement primaire et moyen dans la wilaya d'Oran et ensuite le secondaire au lycée Tayebi-Larbi de Sidi Bel-Abbès dans la filière des langues étrangères, Rafida a obtenu de bonnes notes durant tout son parcours, défiant son handicap et s'imposant comme une élève

«valide». «Je ne rencontre aucun problème dans la filière des langues où j'ai de bonnes notes, surtout en langue espagnole. Je ne me considère pas comme non voyante, car je peux réaliser tout ce dont j'aspire en croyant à mes capacités à surmonter cet handicap et à l'ambition d'avoir un avenir prospère», a-t-elle confié. La lycéenne Rafida n'aurait pas pu obtenir des résultats satisfaisants sans l'aide et assistance de ses enseignants qui ont contribué de manière significative à mettre en avant ses potentialités pour réaliser un plus grand succès, a-t-elle souligné. Bien entourée de ses parents et soutenue par ses enseignants, elle s'est préparée dans des conditions normales pour le Bac loin du stress et de la fatigue excessive, programmant des séances de révision régulières et s'appuyant sur des livres pour non voyants et des cours particuliers, a-t-elle dit. Cette brillante candidate espère décrocher son baccalauréat avec une bonne moyenne qui lui permettra de réaliser le rêve qu'elle a toujours caressé, celui de devenir un jour traductrice.

M. B./ APS

Animation des plages à Oran

Une caravane «Maison de jeunes itinérante» sillonnera les plages à partir de juillet

Une caravane intitulée «Maison de jeunes itinérante» sillonnera, à compter du 9 juillet prochain, les plages de la wilaya d'Oran, ont savoir avant-hier des organisateurs.

Initiée par la direction de wilaya de la Jeunesse et des Sports et l'Office des jeunes (Odej) d'Oran, cette caravane effectuera des haltes au niveau des plages des Andalouses, d'Ain El Turck, de Cap Blanc et

de Mers Hadjadj, a indiqué le chef de service de cette direction. Cette initiative, qui se poursuivra jusqu'au 27 juillet prochain, permettra aux différentes maisons de jeunes de la wilaya de faire connaître leurs activités dans les différents domaines culturel, artistique, récréatif et sportif, a précisé Hadj Cherdoudi. La caravane «Maison de jeunes itinérante» constituera une opportunité aux estivants de découvrir les espaces que leur

offrent ces établissements et structures pour développer leurs talents et s'adonner à une activité enrichissante dans diverses spécialités comme le dessin, le théâtre, la lecture, les activités scientifiques et autres. Cette manifestation permettra également d'animer les plages de la wilaya très fréquentées en cette période estivale, a-t-on ajouté.

Wahiba H.

Des quantités de drogue saisies à Constantine

Cocaïne et héroïne dans le lot

■ Plus de 125 grammes d'héroïne et près de 30 grammes de cocaïne ont été saisis par les services de police de la wilaya de Constantine durant les cinq premiers mois de l'année 2018.



Par Quali T.

Des quantités de drogue dont de la cocaïne et de l'héroïne ont été saisies à Constantine durant les cinq premiers mois de l'année 2018, ont indiqué samedi des responsables de la sûreté de wilaya. Plus de 125 grammes de héroïne, et près de 30 grammes de cocaïne ont été saisi par les services de police de la wilaya de Constantine durant les cinq premiers mois de l'année 2018, a fait savoir le responsable par intérim du service de la police judiciaire, le commissaire de police, Belmoukeur Mostapha lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan d'activité de ce corps de sécurité depuis le début de l'année en cours.

Selon le même responsable, près de 40kg de kif traité et plus de 25 300 comprimés de psychotropes ont été saisis durant cette même période, rappelant que les services de police avaient procédé durant la même période de l'année 2017 à la saisie de plus de 5kg de kif traité et près de 900 000 comprimés de psychotropes.

Le même responsable a indiqué que durant les 5 premiers mois de l'année 2017 aucune quantité de cocaïne ni d'héroïne n'a été saisie.

S'agissant des personnes impliquées dans ces affaires, le même responsable a fait état de 418 impliquées dans 274 affaires enregistrées durant les 5 premiers mois de l'année 2018 contre 273 personnes impliquées dans 178 affaires liées à la drogue enregistrées durant la même période de l'année 2017.

Ghani T.

O. T./APS

Batna

La grêle a ravagé 30 ha de vergers de pommiers à Hidoussa

Les chutes de grêlons, enregistrées la nuit de jeudi à vendredi sur la wilaya de Batna, ont totalement ravagé 30 hectares de vergers de pommiers dans la localité de Nafla, dans la commune de Hidoussa, a indiqué samedi le directeur des services agricoles, Smaïl Zerguine.

Ces précipitations ont aussi causé des dégâts allant de 10 à 30% à 150 autres hectares de pommiers situés dans diverses localités de la wilaya, a relevé le même responsable qui a mis l'accent sur la qualité des pommes produites par la région avec des rendements moyens à l'hectare allant de 180 à 200 quintaux. Les agriculteurs des surfaces affectées n'ont pas utilisé le filet de protection contre la grêle, selon la même source qui considère que les dégâts subis par cette région devront se répercuter sur la production globale de la wilaya.

Raccordement de foyers au réseau électrique dans la région de Dermoune

Au total, 31 foyers ont été raccordés samedi au réseau électrique dans la région de Dermoune, dans la commune de Kimmel, à 220 kilomètres du chef-lieu de wilaya de Batna, et dont l'accès nécessite de passer par sept communes de la wilaya voisine Biskra.

Selon les explications fournies au wali de Batna, Abdelkhalek Sayouda, qui a supervisé la mise en service du raccordement, cette opération a nécessité un financement de 5,23 millions de dinars sur le budget de la wilaya, tandis que le coût de réalisation par foyer est de l'ordre de 169 000 DA.

Le chef de l'exécutif local a également prêté l'oreille aux pré-

occupations des habitants de cette région reculée et agricole qui réclament notamment de désenclaver cette partie de la wilaya, située à l'extrême Sud de Batna, et de renforcer l'approvisionnement de la population en eau potable.

Répondant aux doléances des habitants de Dermoune, le wali de Batna a fait état de l'octroi de 6 millions de dinars pour réaménager l'école primaire et la cantine scolaire, l'inscription d'un projet de réalisation d'un nouveau puits artésien, d'accorder à la commune un tracteur muni d'un réservoir d'eau pour alimenter la population en eau potable en l'absence d'un réseau AEP, et enfin l'acquisition d'une ambulance.

S'agissant de la voie, dont rêvent les habitants de Dermoune depuis de nombreuses années, qui connecterait le centre de cette localité en-

clavée à la commune de Kimmel, sur une distance de 50 km, pour ne plus avoir à traverser le territoire de la wilaya de Biskra, M. Sayouda a donné des instructions à la Direction des travaux publics pour actualiser l'étude, en vue de concrétiser ce projet dans les prochaines années.

Il a précisé, à ce propos, que ce projet sera concrétisé en plusieurs tranches car, a-t-il dit, c'est coûteux de créer une nouvelle route dans une zone montagneuse et accidentée.

Le wali a également inspecté l'antenne de la commune de Dermoune, s'est penché sur les conditions de travail au sein de cette structure et visité l'école primaire M'hamed-Bounekhil, avant de donner le coup d'envoi aux travaux d'extension de l'éclairage public dans la région, pour lequel la somme de 1,873 million de dinars a été allouée.

Naâma/Terres octroyées aux investisseurs

Nécessaire entrée en phase de mise en valeur et de production

Les terres octroyées aux investisseurs de la wilaya doivent entrer dans la phase de mise en valeur et de production, a souligné le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, samedi à Naâma, tout en insistant sur la poursuite de l'opération d'assainissement des listes des bénéficiaires du foncier agricole.

Lors de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a relevé que les terres, octroyées aux investisseurs, qui sont raccordées aux réseaux d'électricité et d'eau et qui sont dotées de pistes, «doivent entrer en phase de mise en valeur et de production», tout en mettant l'accent sur la poursuite de l'assainissement des listes des bénéficiaires du foncier agricole «pour attirer de vrais investisseurs» et leur

offrir, par le biais de la Direction des services agricoles (DSA) l'accompagnement et les conditions nécessaires.

«Les gestionnaires du secteur agricole locaux doivent octroyer les terres à des producteurs ayant la compétence voulue afin de permettre l'extension de l'exploitation agricole dans la wilaya et, par ricochet, l'augmentation de la production», a relevé le ministre.

Le ministre a demandé des explications par rapport à cette situation à l'issue d'un exposé qui lui a été présenté faisant état des véritables causes n'ayant pas permis aux bénéficiaires de contrats de concession des terres agricoles et pastorales, dans le cadre du programme de création d'exploitations agricoles et pastorales en vertu de la circulaire ministérielle 108 en

date du 23 février 2011, d'entamer la phase de mise en valeur des terres, et dont le taux ne dépasse pas 5% sur un total de 2002 ayant bénéficié d'actes de concession d'une superficie globale de 28 000 hectares dans la wilaya.

Selon les chiffres communiqués, plus de 15 000 ha de terres agricoles sont irriguées et que 8 000 bénéficiaires s'accaparent 30 000 ha des périmètres agricoles au niveau de la wilaya.

«La production agricole dans la wilaya reste très faible dans certaines zones de la wilaya», a fait remarquer le ministre, qui s'était informé sur le rendement de toutes ces vastes terres, exhortant les responsables locaux du secteur à accompagner les agriculteurs et les éleveurs pour une exploitation des moyens énormes

dont dispose la wilaya dans ces domaines et la concrétisation de ces ressources importantes sur le terrain et à trouver des solutions aux entraves et causes de cette situation.

Abdelkader Bouazgui a affirmé que l'Etat a donné un appui financier important aux agriculteurs de la wilaya d'une valeur de plus de 50 milliards DA depuis 2000 jusqu'à ce jour, tout en insistant sur une explication précise au sujet des causes ayant mené à cette situation.

Les responsables locaux doivent booster l'investissement agricole dans la wilaya et exploiter les atouts disponibles en octroyant les terres à ceux qui ont les capacités et les moyens à les exploiter et relancer le secteur dans la wilaya, a-t-il ajouté.

Le ministre a donné, dans l'exploitation agricole «Agha Hadj Mohamed» de Mécheria, le coup d'envoi de la campagne moisson-battage qui cible, cette saison dans la wilaya, une superficie globale de 2 210 hectares dont 690 ha irrigués pour réaliser une production de 21 000 quintaux de céréales.

Le ministre poursuit sa visite à Naâma en inspectant le projet de création d'une forêt récréative à la ceinture verte proche de la ville d'Ain Sefra et le projet de lutte contre la désertification sur une surface de 50 ha à la réserve «Hassi Bouarfa» d'Ain Sefra où il doit présider une cérémonie de lâcher symbolique d'outardes et inaugurer le siège de la Conservation des forêts.

Samah Y.



Libye

Libération des ingénieurs enlevés dans le sud-ouest

■ Le gouvernement libyen a annoncé samedi soir la libération des trois ingénieurs turcs enlevés l'an dernier par des inconnus armés dans le sud-ouest de la Libye. D'après une source sécuritaire locale, un ingénieur allemand enlevé avec eux, en novembre 2017, a également été libéré.

Par Moncef D.

« Samedi soir, grâce aux efforts des services de sécurité, les trois techniciens turcs de la société turque Enka Teknik qui travaillaient sur le projet (de centrale au gaz d'Oubari) ont été libérés », a indiqué le service de presse du Premier ministre libyen, Fayez Sarraj, dans un communiqué, précisant qu'ils avaient quitté Oubari (sud-ouest) pour Tripoli, avant de gagner ensuite leur pays. Un groupe armé inconnu avait enlevé ces trois ingénieurs turcs ainsi qu'un ingénieur allemand du groupe Siemens le 3 novembre dernier, alors qu'ils travaillaient dans cette centrale électrique située à 1100 km au sud de la capitale libyenne. L'annonce de M. Sarraj a été confirmée par une source sécuritaire à Oubari, qui a précisé que l'ingénieur allemand avait également recouvré la liberté et que ces libérations ont eu lieu à la faveur d'une médiation menée par des responsables tribaux. Les enlèvements d'Oubari avaient entraîné le départ de la ville de plus de 600 travailleurs étrangers. La

construction de la centrale au gaz avait débuté en 2012, avant d'être suspendue deux ans plus tard pour cause de détérioration des conditions de sécurité. Elle a pu reprendre depuis. Après la

chute du président Kadhafi en 2011, la Libye est restée dans une période marquée par la violence et le chaos.

M. D./APS



Attentat du DC-10 d'UTA

Une association de victimes du terrorisme appelle à une nouvelle enquête

L'Association française des victimes du terrorisme (AFVT) appelle à une nouvelle enquête sur l'attentat du DC-10 d'UTA de 1989 qui aurait, selon Mediapart, été au cœur de tractations entre le gouvernement de Mâamar Al Kadhafi et un proche de Nicolas Sarkozy en 2005.

Selon le site d'informations, l'avocat de l'ex-président français, Thierry Herzog, se serait rendu en Libye en 2005 pour « offrir » l'abandon des poursuites visant Abdallah Senoussi, le beau-frère de l'ex-président libyen, condamné par contumace en France pour cet attentat qui a fait 170 morts, dont 54 Français.

Ces tractations – qui n'ont jamais abouti – auraient été nouées dans l'espoir d'obtenir en contrepartie des fonds libyens pour appuyer la candidature de M. Sarkozy en 2007, avance Mediapart qui s'appuie sur des documents exhumés par un élu issu de la révolution ayant renversé l'ex-président en

2011. « Il me semble indispensable que la justice française se saisisse de ces pièces, d'autant plus que le témoin est prêt à les donner à la justice », a assuré le président de l'AFVT, Guillaume Denoix de Saint Marc, cité par l'AFP. « Il est important que le parquet ouvre le dossier, et qu'un juge d'instruction soit nommé rapidement », a-t-il ajouté.

En garde à vue en mars, M. Sarkozy avait toutefois contesté que son avocat ait engagé la moindre démarche en faveur de M. Senoussi.

Mis en cause par l'enquête du juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière, M. Senoussi, par ailleurs ex-chef des renseignements militaires libyens, avait été condamné par contumace, en 1999, à la réclusion criminelle à perpétuité aux assises de Paris, aux côtés de cinq autres ressortissants libyens. Aucune de ces peines n'a été exécutée.

Selon le président de l'AFVT, les documents exhumés par Mediapart pourraient

éclairer des zones d'ombre du dossier. « Nous avons des éléments beaucoup plus précis sur l'implication des services secrets libyens et d'Abdallah Senoussi », a-t-il affirmé. « Je suis sûr que nous allons pouvoir trouver d'autres protagonistes qui pour l'instant ont échappé au radar de Bruguière ».

Dans son article, Mediapart affirme également que M. Francis Szpiner, pourtant avocat des familles de victimes de l'attentat du DC-10, avait accompagné M. Herzog à Tripoli. Interrogé par le site, l'avocat a rejeté des assertions « totalement fausses ». Lancée après la publication d'un document par Mediapart, l'enquête sur des soupçons de financement libyen de la campagne de M. Sarkozy en 2007 s'est accélérée en mars avec la mise en examen de l'ancien chef de l'Etat, notamment pour « corruption passive » et « recel de détournements de fonds publics libyens ».

Amel Y.

En tournée dans la région pour relancer les négociations entre Maroc et Front Polisario

Messahel reçoit Horst Kohler

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a reçu, samedi à Alger, l'émissaire onusien pour le Sahara occidental, Horst Kohler, au début de sa tournée diplomatique dans la région visant à relancer le processus de négociations entre le Front Polisario et le Maroc à l'arrêt depuis 2012.

Cette deuxième visite de Kohler en Algérie et dans la région qui comprend plusieurs étapes (les camps des réfugiés

sahraouis, les territoires du Sahara occidental occupés, le Royaume du Maroc et la Mauritanie), intervient dans le cadre de l'application de la résolution onusienne adoptée le 17 avril dernier par le Conseil de sécurité de l'ONU, demandant aux parties au conflit (le Maroc et le Front Polisario), la reprise des négociations directes « sans conditions préalables et de bonne foi ». La visite de Kohler en Algérie intervient également

en application des recommandations de la même résolution onusienne (14-24) qui invite les pays voisins, notamment l'Algérie et la Mauritanie, à contribuer à la relance du processus politique, en qualité d'observateurs. M. Kohler avait effectué en octobre 2017 sa première tournée dans la région dans l'espoir de relancer les négociations entre les deux parties au conflit. Au cours de son premier briefing au Conseil de sécurité, tenu en

mars dernier, l'ancien président allemand a défini avec clarté son mandat en tant qu'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU qui consiste à « trouver une voie pour l'avenir » sur la base d'une solution garantissant l'autodétermination du peuple sahraoui. L'émissaire onusien avait expliqué, lors de cette réunion d'information, sa vision du processus de paix et a précisé que son objectif était de relancer les négociations directes

entre les deux parties au conflit, le Maroc et le Front Polisario, dans le courant de l'année 2018.

L'ancien président allemand qui a fait part de « sa volonté » d'élargir la thématique des discussions en incluant les questions relatives à la situation des Sahraouis dans les territoires occupés, a indiqué qu'il envisageait de se rendre dans la ville de Laâyoune occupée pour les rencontrer sur place.

La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset, aux Etats-Unis. Depuis le processus de paix lancé par l'ONU se trouve dans l'impasse en raison des entraves dressées par le Maroc pour empêcher le règlement du conflit sur la base des principes de la légitimité internationale qui garantissent le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

En avril dernier, le Conseil de sécurité s'est fixé rendez-vous en octobre prochain pour évaluer l'avancée du processus, mettant le cap sur une nouvelle démarche visant à ramener les parties au conflit à la table des négociations dans un délai de six mois.

R. M.

Transition politique

Le Haut Conseil d'Etat libyen réitère son engagement envers la déclaration de Paris

Le chef du Conseil consultatif politique de Libye a réitéré vendredi l'engagement de son organisme envers la déclaration signée à Paris concernant la transition politique dans ce pays grevé par les conflits.

Khalid al-Meshri, président du Haut Conseil d'Etat libyen (HCEL), a émis ces remarques lors d'un entretien téléphonique avec le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, selon un communiqué du HCEL.

Selon ce communiqué, M. al-Meshri a indiqué à M. Le Drian que les « foyers de tension et les guerres dans l'est et le sud du

pays contrevenaient aux obligations acceptées à Paris ». La déclaration de Paris, signée par différentes parties libyennes le 29 mai, « les engage à travailler sur la voie d'élections parlementaires et présidentielles dans un environnement sûr », et à respecter les résultats du scrutin », ont indiqué les Nations unies dans un communiqué.

Le communiqué du HCEL ajoute que le respect de ces obligations « implique de mettre fin à tous les foyers de tension et à assurer le retour des déplacés de Benghazi et de Derna chez eux, ainsi que des membres de la tribu Maghariba dans la

région du Croissant pétrolier ».

Toujours selon ce communiqué, M. Le Drian a exprimé son inquiétude vis-à-vis des difficultés à organiser des élections telles que programmées en raison de la persistance des conflits dans le pays, ajoutant que les installations pétrolières de la Libye devaient être contrôlées par le gouvernement.

Jeudi, l'Armée nationale libyenne (ANL) a repris à une milice rivale les ports de Ras Lanouf et d'Es-Sidra, à proximité de la région du Croissant pétrolier. L'ANL s'oppose au gouvernement de Tripoli reconnu par l'ONU.

K. L.



Turquie

Elections à risque pour Erdogan face à une opposition galvanisée

■ La Turquie a voté hier lors d'élections présidentielle et législatives à hauts risques pour Recep Tayyip Erdogan qui fait face à des vents économiques contraires et une opposition déterminée à stopper sa course vers davantage de pouvoirs.

Par Rosa C.

Depuis l'avènement en 2002 de son parti, l'AKP, le président Erdogan s'est imposé comme le dirigeant turc le plus puissant après le fondateur de la République Mustafa Kemal, transformant le pays à coups de méga-projets d'infrastructures et de réformes sociétales libérant l'expression religieuse. Mais ses détracteurs accusent le «Reis» âgé de 64 ans de dérive autocratique, en particulier depuis la tentative de putsch de juillet 2016 qui a été suivie d'une répression sans merci contre des opposants et des journalistes, qui a tendu les rapports entre Ankara et l'Occident. Quelque 56 millions d'électeurs étaient appelés à voter jusqu'à 14h00 GMT pour ce double scrutin présidentiel et législatif particulièrement important qui marquera le passage du système parlementaire en vigueur à un régime hyper-présidentiel

voulu par M. Erdogan, mais décrié par ses opposants.

S'il pensait mettre toutes les chances de son côté en convoquant ces élections pendant l'état d'urgence et plus d'un an avant la date prévue, M. Erdogan a été rattrapé par la dégradation de la situation économique et s'est heurté à un sursaut inattendu de l'opposition. Voyant dans ces élections leur dernière chance d'arrêter M. Erdogan dans sa quête d'un pouvoir incontestable, des partis aussi différents que le CHP (social-démocrate), l'Iyi (nationaliste) et le Saadet (islamiste) ont noué une alliance inédite pour le volet législatif des élections, avec l'appui du HDP (prokurde). Le candidat du CHP à la présidentielle, Muharrem Ince, un député pugnant, s'est imposé comme le principal rival de M. Erdogan pour la présidentielle, électrisant plusieurs centaines de milliers de partisans lors de gigantesques rassemblements aux allures de démonstrations de force. La cam-

pagne a tourné au corps à corps entre deux orateurs charismatiques qui ont ferrailé jusqu'au dernier moment en tenant samedi des meetings concurrents à Istanbul. M. Erdogan a tourné en dérision le manque d'«expérience» de M. Ince, lequel a promis une «Turquie différente».

Si M. Erdogan reste tout de même le favori de la présidentielle, il n'est pas assuré de récolter les plus de 50% des voix nécessaires pour éviter un second tour qui se déroulerait le 8 juillet.

Surtout, les observateurs n'excluent pas que l'alliance de l'opposition puisse priver l'AKP de sa majorité parlementaire, ce qui plongerait la Turquie dans l'inconnu au moment où elle affronte une situation économique délicate. L'économie, qui a longtemps été l'atout de l'AKP, s'est imposée comme un sujet de préoccupation majeur avec l'effondrement de la livre turque et une inflation à deux chiffres qui ont atteint les Turcs au portefeuille.

Pendant la campagne, M. Erdogan a plusieurs fois semblé sur la défensive, promettant par exemple de lever rapidement l'état d'urgence ou encore d'accélérer le retour dans leur pays des réfugiés syriens, mais uniquement après



que M. Ince eut promis la même chose.

Les opposants de M. Erdogan ont également fait campagne contre le régime présidentiel qui deviendra effectif après ces élections, aux termes d'un référendum constitutionnel controversé remporté par le président en avril 2017. Pour M. Erdogan, cette transformation est nécessaire afin de doter le pays d'un exécutif fort et stable, mais ses opposants l'accusent de vouloir monopoliser le pouvoir avec cette mesure qui supprime notamment la fonction de Premier ministre et permet au président de gouverner par décrets. Mais leurs arguments ont été entendus à travers la Turquie ? La campagne a en effet été marquée par une couverture médiatique très inéquitable en

faveur du président turc. Le candidat du parti prokurde HDP, Selahattin Demirtas, qui rivalisait autrefois sur les estrades avec M. Erdogan, a dû faire campagne depuis une cellule de prison: accusé d'activités «terroristes», il est en détention préventive depuis 2016. L'un des facteurs déterminants de ce double scrutin sera d'ailleurs le vote de l'électorat kurde. Si le HDP franchit le seuil de 10% des voix permettant d'entrer à l'Assemblée, l'AKP pourrait perdre sa majorité parlementaire.

Craignant des fraudes qui pourraient faire pencher la balance, en particulier dans le sud-est à majorité kurde, l'opposition a mobilisé de nombreux observateurs pour surveiller les urnes.

R. C.



Points chauds

Crispations

Par Fouzia Mahmoudi

Si Emmanuel Macron n'a pas manqué de critiquer ces dernières semaines ses homologues européens ou américains pour leur traitement des migrants, aujourd'hui le président français se retrouve lui-même face à une arrivée importante de demandeurs d'asile et propose conjointement avec le Premier ministre espagnol ses solutions. La France et l'Espagne avancent ainsi la mise en place de «centres fermés sur le sol européen dès le débarquement» des migrants, a déclaré cette semaine le président français, prônant une «solution différente et complémentaire» à une crise qui divise l'Europe. Actuellement, il n'existe pratiquement pas de centres fermés où on instruit les dossiers des migrants en Europe, hormis quelques rares cas en Grèce et en Italie gérés par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). La proposition franco-espagnole prévoit une action à plus grande échelle avec des centres fermés dans «le pays le plus proche du débarquement», où les migrants devraient rester jusqu'à ce que leur cas soit étudié. «Une fois débarqués sur le sol européen, nous sommes favorables à mettre en place des centres fermés conformément au HCR, avec des moyens européens qui permettent (...) une solidarité financière immédiate, une instruction rapide des dossiers, une solidarité européenne pour que chaque pays prenne de manière organisée les personnes qui ont droit à l'asile», a expliqué le chef de l'Etat français lors d'une conférence de presse conjointe avec le nouveau Premier ministre espagnol Pedro Sánchez. Pour les migrants qui n'ont pas droit à l'asile, Emmanuel Macron a souligné la nécessité d'avoir «une solidarité européenne et une efficacité pour accompagner ces personnes vers leur pays d'origine» et «en aucun cas vers des pays de transit». «C'est une solution qui est coopérative et respectueuse du droit. Nous devons tenir nos principes et ne pas nous laisser bousculer par les extrémistes», a-t-il ajouté à la veille d'un mini-sommet européen sur la question. Emmanuel Macron s'est également prononcé en faveur de sanctions financières envers les pays de l'Union européenne qui refuseraient d'accueillir des réfugiés. Il a estimé qu'«on ne peut avoir des pays qui bénéficient massivement de la solidarité de l'UE et qui revendiquent massivement leur égoïsme national quand il s'agit de sujets migratoires». «Je suis favorable à ce qu'il y ait des sanctions qui existent en cas de non solidarité (...), à ce que des conditions sur ce sujet soient mises au financement d'aides structurelles», a-t-il précisé. «Je suis résolument favorable à ce qu'il y ait des mécanismes qui prennent en compte cela. C'est un débat qui viendra en temps voulu». Pourtant, les propositions des deux dirigeants européens semblent bien minces en comparaison de l'ampleur d'un phénomène qui ne semble pas vouloir s'arrêter, même si chaque année de moins en moins de migrants tentent leurs chances pour atteindre les rives européennes. La nouvelle politique italienne sur la question pourrait toutefois être une cause de grande déstabilisation, surtout qu'on ne peut encore en mesurer les conséquences, et sera certainement à elle seule cause de fortes crispations au sein de l'UE.

F. M.

Nicaragua

Inquiétudes sur le retour des déplacés de Boko Haram

Au moins cinq personnes, dont un enfant de 15 mois, ont été tuées samedi dans des opérations des forces de l'ordre et des groupes paramilitaires à Managua, marquant un regain de la répression contre les opposants au président nicaraguayen Daniel Ortega. Le bilan de la vague de contestation lancée le 18 avril pour exiger le départ du président Ortega et de sa femme Rosario Murillo, vice-présidente, dépasse désormais les 200 morts. «Nous parlons de cinq morts, dont l'enfant, mais il pourrait y en avoir plus», a déclaré samedi à l'AFP Georgina Ruiz, membre du Centre nicaraguayen des droits de l'Homme (CENIDH). Dans la nuit de vendredi à samedi, et huit heures durant, les forces de l'ordre et groupes paramilitaires ont lancé une attaque contre des étudiants retranchés dans les locaux de l'Université nationale autonome du Nicaragua (UNAN), au sud-ouest de Managua, ainsi que dans six quartiers de l'est de la capitale, selon le témoignage d'étudiants, confirmé par deux défenseurs des droits de l'Homme. «Ils nous attaquent depuis une heure du matin. (...) Il y a aussi des francs-tireurs, nous sommes sur les barricades», a témoigné un jeune homme, le visage masqué par un foulard, dans une transmission en direct sur Facebook, où on le voit dans une tranchée avec d'autres jeunes tandis que l'on entend des tirs. «Ils tirent pour tuer. Ils sont en

train de massacrer le peuple, les jeunes. Nous sommes assiégés. C'est une guerre inégale», a-t-il ajouté. Un autre jeune évoque le survol du campus universitaire par «quatre drones». Pendant ces témoignages en direct sur les réseaux sociaux, des tirs se faisaient entendre. «Nous ne nous rendrons pas», criaient des jeunes. Le CENIDH a précisé que deux des morts avaient été tués dans la zone de l'université UNAN. Quinze étudiants ont été blessés. Les trois autres décédés, y compris l'enfant mortellement touché par une balle perdue, ont été recensés dans d'autres quartiers, selon la même source. «La police a tiré. Je l'ai vu: c'étaient des policiers et ils ont commencé à tirer (...) J'attends que justice soit faite», a affirmé à l'AFP la mère de l'enfant, Karina Navarrete. Dans un communiqué, la police a imputé la responsabilité de ce décès aux «délinquants» qui occupent les quartiers. La Conférence épiscopale du Nicaragua (CEN), qui a oeuvré depuis le début de la crise pour maintenir un dialogue entre le gouvernement et ses opposants, a envoyé une délégation de quatre prêtres sur place pour évaluer la situation. «Au nom de Dieu, nous demandons que cessent ces attaques, que cesse cette vague de violence, que cessent les morts», a déclaré le père Raul Zamora depuis l'université. Le cardinal Leopoldo Brenes, archevêque de Managua et président de la CEN, a appelé le gou-

vernement et les groupes armés légaux et illégaux à ne plus ouvrir le feu. Personne ne doit «pointer son arme pour enlever la vie à un frère», a-t-il déclaré. Une coalition de groupes d'opposition de la société civile, l'Alliance civique pour la Justice et la Démocratie, a annoncé suspendre une «marche des fleurs» en mémoire des victimes de la répression, programmée dans l'après-midi de samedi dans la capitale. Ce groupe a toutefois appelé «tous les secteurs de la société à observer une grève de 48 heures» dans les jours à venir. Une grève générale avait déjà paralysé le Nicaragua le 14 juin. Avant le déclenchement de l'attaque, qui a fait au moins cinq morts samedi, la CEN avait invité le gouvernement et l'Alliance civique à renouer le dialogue - déjà suspendu à trois reprises - pour discuter de la proposition d'organiser des élections anticipées. L'Eglise appelle le président Ortega à organiser des élections générales anticipées en mars 2019, au lieu de fin 2021. L'ex-guerrillero de 72 ans, au pouvoir depuis 2007 après l'avoir déjà été de 1979 à 1990, reste muet sur ce point. «L'action répressive de l'Etat a fait au moins 212 morts au 19 juin et 1 337 blessés», avait indiqué vendredi la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), ajoutant que plus de 500 personnes avaient été détenues au 6 juin.



Festival national

Huit troupes en compétition pour la musique et danse Diwane

■ Pour la 11^e édition du Festival national de la musique et danse Diwane, prévue du 2 au 5 juillet, huit troupes uniquement prendront part au volet compétition, à savoir celles représentant les wilayas de Béchar (deux troupes), Sidi Bel-Abbès, Tlemcen, Oran, Ghardaïa, Tindouf et Mascara. Il y aura en plus des artistes et groupes «têtes d'affiche» de cette manifestation, en l'occurrence «Ouled Hadja Maghnia», «Essed» et «Saharienne», soit un total de 145 artistes.

Par Abla Selles

Cette édition, placée sous le signe «L'art pour vivre ensemble» et qui coïncide avec les festivités du 56^e anniversaire de la double fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, constitue un autre pivot pour mettre en lumière la musique et la chorégraphie Diwane à travers les différentes variantes régionales de cette expression musicale et chorégraphique ancestrale, selon ses organisateurs.

Le talentueux musicien et compositeur Kouider Berkane, qui a à son actif plusieurs travaux et réalisations artistiques avec Cheb Khaled, Cheb Mami, de même qu'avec le chanteur français Michel Sardou, les Gipsy Kings et Les Rita Mitsouko, ainsi que plusieurs autres compositions musicales majeures dans le pays où il a aussi collaboré en qualité de violoniste avec le chantre de la chanson amazighe Lounis Ait Menguellet, a été choisi pour présider le jury de trois

membres de cette édition.

Les trois troupes lauréates du concours de ce festival, en plus de prix financiers assez importants qu'elles recevront, participeront de plein droit au prochain Festival international de la musique Diwane à Alger, ont fait savoir les organisateurs.

Ce festival de la musique et danse Diwane est l'unique manifestation artistique et culturelle d'envergure nationale initiée dans la région de Béchar.

Par ailleurs, la nécessité de renforcer et de conforter davantage en moyens financiers ce festival a été soulignée par le syndicat local des artistes relevant de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta).

«Nous espérons que cette grande manifestation nationale, qui se déroule depuis une décennie dans notre région où elle est devenue un espace national très important dédié à l'un des pans de notre patrimoine musical et culturel, soit davantage appuyée en moyens financiers et matériels pour qu'elle puisse poursuivre ses objectifs de promotion, de préservation et



de valorisation de notre legs musical et chorégraphique traditionnel», a affirmé, dans une déclaration à l'APS, Amar Amroun, responsable du syndicat.

«Malgré le soutien indéfectible de la wilaya à ce festival national et sa disponibilité à

mettre les moyens logistiques publics à la disposition des organisateurs, il reste que cette manifestation fait face à des restrictions budgétaires qui ne peuvent permettre aux organisateurs d'aller de l'avant et de contribuer à la promotion et au développement de la culture nationale», a

confié M. Amroun, également auteur de plusieurs musiques de films et fondateur de l'orchestre de musique classique «Saoura».

A. S./APS

13^e Festival du théâtre universitaire

Une quinzaine de spectacles en compétition à Sétif

Des spectacles produits par une quinzaine de compagnies universitaires sont programmés en compétition du 13^e Festival national du théâtre universitaire, prévu du 26 juin au 1^{er} juillet à Sétif, indiquent les organisateurs.

Des compagnies et troupes de théâtre de plusieurs universités comme Jijel, Oum El Bouaghi, Béjaïa, Saïda, Béchar et Djelfa, entre autres, prendront

part à cette édition, en plus de l'Institut supérieur des métiers et des arts de la scène (Ismas) d'Alger qui y participe avec un spectacle intitulé «Un mari exemplaire».

«La danse de la mort» de l'université de Tamanrasset, «Les chemins qui montent» de Tizi-Ouzou, «Le cri de la souffrance» de Skikda, «La barque» de Constantine ou encore «Le prisonnier numéro 80» de Mila,

comptent parmi les spectacles programmés au théâtre régional d'El Eulma, à la Maison de la culture et à la cité universitaire «El Hidad 06».

Parallèlement aux représentations, des rencontres sur le 4^e art ainsi que des débats consacrés aux spectacles en compétition seront animés par des critiques de théâtre, précisent les organisateurs.

Des prix, dont celui du

«meilleur spectacle» et du «meilleur metteur en scène», seront remis aux lauréats en clôture de la manifestation.

Organisé par l'Office national des œuvres universitaires (Onou), le Festival national du théâtre universitaire vise à susciter une dynamique culturelle pour encourager la création dans les milieux étudiants.

F. H.

Centre culturel islamique de Ouargla

Diverses activités de rayonnement culturel et socioculturel

Diverses activités culturelles et socioculturelles sont assumées par le centre culturel islamique de Ouargla depuis son ouverture en novembre dernier.

Cet acquis n'a cessé depuis d'apporter sa contribution à travers des activités diverses à ses visiteurs de différentes catégories sociales, y compris les enfants et les apprenants des sections d'alphabétisation, pour leur imprégner les valeurs et principes de l'Islam et leur apprendre le saint Coran.

Cette structure est devenue, en un laps de temps, le théâtre et une tribune à différentes manifestations de vulgarisation, de sensibilisation et de communication avec la société civile, en abritant, avec le concours de différents secteurs concernés, de nombreuses conférences et séminaires ayant trait, entre autres thèmes, à la lutte contre les fléaux sociaux, la protection de l'environnement et

la préservation des ressources naturelles, a précisé la responsable du centre.

Les encadreurs du centre ont, dans le but d'ancrer le sens patriotique et la préservation du référent culturel et identitaire, opté pour l'organisation de nombreuses conférences historiques et littéraires, à la faveur de différentes occasions religieuses et nationales, telles que l'anniversaire du déclenchement de la Révolution et la célébration des journées de la Victoire et du Chahid, pour mettre en avant les grands sacrifices consentis par le peuple algérien pour le recouvrement de sa souveraineté, a précisé Fawzia Badri.

Le centre organise, par souci de consolider les moyens et facteurs de cohésion de la société algérienne, des sessions de formation spécialisées pour renforcer, à travers une manifestation intitulée «Mère consciente, enfant sain», la qualification des mères et des

éducatrices, et d'autres sessions au profit des futures mariées.

A ces activités visant l'épanouissement et le rayonnement scientifique des différentes couches sociales, s'ajoute l'ouverture d'une salle pour la prise en charge, en coordination avec la Direction de l'action sociale et de la solidarité, de 15 non-voyants en leur apprenant l'écriture et la lecture braille, en sus d'autres salles dédiées à l'apprentissage du saint Coran au profit des femmes (une vingtaine actuellement), ainsi que des salles de prise en charge des autistes.

Le centre entend ouvrir prochainement des clubs, dont ceux de l'Inchad (chant religieux) et du saint Coran, qui viendront s'ajouter à la bibliothèque (quelque 3 000 ouvrages) ouverte dernièrement à la satisfaction de ses adhérents, des étudiants et des enseignants.

M. K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre de Verdure Laâdi-Flici (Bd Frantz-Fanon, Alger)
Mercredi 27 juin à 20h30 :

Keral Production présente un concert rap avec Riles.

Judi 28 juin à 20h30 :

Concert de Tiken Jah Fakoly. La vente des billets (prix 2 500 DA) est ouverte depuis le 2 juin à la librairie «L'Arbre à dire» de Sidi Yahia. Tous les jours de 11h à 19h (sauf le vendredi).

Lundi 25 juin à partir de 16h :

Akli Tadjer signera son livre «La vérité attendra l'aurore», paru aux éditions Casbah.

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Mercredi 27 juin à 18h : Dans le cadre de la semaine corse, projection du film «Une vie violente» de Thierry de Perret (France, 2017), en présence du réalisateur.

Réservation : filmunevieviolente2018.alger@if-algerie.com

Basilique de Notre-Dame d'Afrique (Bologhine)

Concert de polyphonies corse avec le trio Soledonna (Patrizia Gattaceca, Patrizia Poli, Lidia Poli). Réservation : polyphoniescorsetriosoledonna2018.alger@if-algerie.com

Palais de la Culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 30 juin : Exposition «10 ans de prix nationaux de l'artisanat», organisée par l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le ministère de la Culture

JM-2018/ 2^e journée

Première médaille œuvre du karaté

LE KARATÉ a offert à l'Algérie sa première médaille aux Jeux méditerranéens de Tarragone-2018, par l'athlète Walid Bouabaoub qui a décroché le bronze de la catégorie des -75kg, samedi à Cambrils (Espagne), au moment où les résultats de ses compatriotes dans les autres disciplines, étaient tout juste moyens pour les uns et peu réjouissants pour les autres. Le karatéka Bouabaoub a battu son adversaire, l'Espagnol Ibanaz Sanz Torre Rodrigo, sur le score de (2-0), en match de repêchage pour la médaille de bronze.

«J'étais complètement sonné par le coup reçu durant le combat. Je ne sais pas comment j'ai pu finir cette confrontation. Je suis très content d'avoir offert à l'Algérie sa première médaille durant ces jeux», a déclaré à chaud Walid Bouabaoub, médaillé de bronze aux mondiaux de Paris en 2013. Lors de son entrée en lice, Bouabaoub a éliminé le Chypriote Loizides Panayotis (1-0), avant de perdre en demi-finale contre le Turc Ultemur Erman (3-0). L'autre espoir de médailles pour l'Algérie reposait sur Lamia Maatoub qui n'a franchi qu'un tour, dans la catégorie (-68 kg) devant la Française Lea Azaveri (décision arbitre), avant de perdre contre la Slovène Lina Pusnik 3-1. De son côté, Widad Draou (61 kg), exemptée du premier tour, a vu son chemin s'arrêter face à l'Espagnole Ferrer Garcia Maria (5-1). Le même chemin a été empreint par les autres karatékas, éliminés dès

les premiers tours, à l'exception de Abdelkrim Bouamria (-60 kg) qui a atteint les quarts de finale, en passant le cap du Slovène Blaz Hribovsek (1-0), avant de chuter face à l'Italien Angelo Crescenzo sur décision des arbitres (1-3). Fayçal Bouakeul (-67 kg), espoir du karaté algérien de haut de ses 19 ans, a lui été éliminé dès son premier combat face au Français Garin Marvin, champion du monde espoir et médaillé d'or de la catégorie. En natation, la nageuse Amel Melih a réalisé la meilleure performance algérienne en atteignant la finale du 50 m dos. Melih a terminé en 8^e position, s'offrant sa meilleure performance de l'année en 29.41, à deux dixièmes de son record d'Algérie. «Je suis très contente, car je viens de faire une belle performance dans une course relevée. Je suis heureuse, car j'ai amélioré mon temps personnel. J'ai atteint la finale des Jeux qui est déjà, une performance pour moi. J'ai nagé avec des nageuses plus expérimentées», a souligné Melih. Les autres nageurs algériens engagés, lors de la 1^{re} journée de natation n'ont pas pu passer les séries qui leurs étaient difficiles, en présence des athlètes d'Espagne, d'Italie et de Grèce, possédant un meilleur niveau. Au 100m nage libre (dames), Nesrine Medjahed s'est classée 6^e et dernière de sa série, en 58.66, et a eu une autre sixième place en série de l'épreuve du 100m papillon en 1:04.17.

Tennis / Coupe Davis 2018 - Groupe III de la Zone Afrique

L'EN à la 7^e place

LA SÉLECTION algérienne (seniors/messieurs) de tennis s'est contentée de la 7^e place au classement final de la Coupe Davis 2018, en battant le Rwanda (2-0) en match de classement disputé samedi au Nairobi Club (Kenya). Nazim Makhlof et Mohamed Hassan ont été les artisans de cette victoire, en dominant respectivement Ernest Habiymberé (6-2, 6-0) et Olivier Havugimana (6-2, 6-3). En double, le tandem Youcef Rihane et Youcef Ghezal devrait affronter Hamissi Gatété et Etienne Niyigena, mais ce match compte pour du beurre, car les succès de Makhlof et Hassan ont déjà assuré la 7^e place aux Verts. Ce résultat constitue néanmoins une déception pour l'Algérie, qui ambitionnait de se qualifier pour le Groupe II de la Zone Europe -

Afrique en 2019. Un objectif qui fut compromis dès la phase de groupes, pendant laquelle les protégés du capitaine Noujim Hakimi n'ont remporté qu'une seule victoire, contre trois défaites. Les Verts avaient dominé l'Ouganda (2-1), avant de s'incliner sur le même score face au Mozambique, puis deux fois sur le score de trois à zéro, face à la Namibie et le pays hôte, le Kenya. L'autre groupe de cette Coupe Davis 2018 était constitué du Bénin, du Nigeria, du Cameroun et du Rwanda, qui a affronté l'Algérie dans le match de classement pour la 7^e place. Les participants ont été repartis en deux poules (A et B). Le vainqueur de la poule A jouera contre le second de la poule B, alors que le premier de la poule B affrontera le second de la poule A.

Cyclisme / Jeux africains de la Jeunesse 2018 Les féminines en regroupement à Tikjda

LA SÉLECTION algérienne (juniors/filles) de cyclisme effectue un stage bloqué du 21 juin au 6 juillet à Tikjda (Wilaya de Bouira) pour préparer les Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018), qui se dérouleront du 18 au 28 juillet à Alger. Sept jeunes cyclistes composent cette sélection féminine, à savoir : Wissam Bouzegzi, Lydia Kasmi, Yasmine Bouzenzen, Ikram Hafid, Loubna Zerifi, Lyna Touati et Cherifa

Maria Machab. «Ce stage en altitude est dirigé par M^{me} Nesrine Touabti Madani», a précisé la Fédération algérienne de cyclisme dans un communiqué, ajoutant que la coach nationale est secondée par Abdelkrim Touabti et par le mécanicien Sofiane Aziz. Pendant les prochains JAJ, la sélection algérienne disputera aussi bien dans les épreuves sur route que celles du VTT et du contre-la-montre.

Equipe nationale

Hattab insinue le limogeage de Madjer

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, a insinué avant-hier soir le limogeage du sélectionneur national, Rabah Madjer, avant même le déroulement de la réunion du bureau fédéral prévue hier.



Le ministre amer pour Madjer

Par Mahfoud M.

En effet, Hattab, lors d'une rencontre informelle avec les journalistes samedi soir au Cap Salou, dans la banlieue de Tarragone où sont hébergés les journalistes algériens chargés de la couverture des Jeux méditerranéens 2018, a avoué : «Madjer était un grand joueur, une icône même, mais en tant que sélectionneur il n'a pas eu autant de réussite». «Le football est un phénomène de société et notre peuple n'est pas heureux des résultats de notre sélection. Nous devons

naturellement être à l'écoute de ses attentes, en faisant référence à la demande des inconditionnels des Verts de réaliser un changement à la tête du staff technique national. De son côté le président du Comité olympique et Sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, a assuré faire «entière confiance» en la Fédération algérienne de football (FAF) pour redresser la situation. «J'ai toujours dit que la question du sélectionneur national était du ressort de la FAF, qui est gérée par des responsables respectables et capables de prendre les déci-

sions qui s'imposent», a indiqué M. Berraf. A noter que les deux personnalités (Hattab et Berraf) ont eu déjà à s'exprimer sur le sujet au lendemain de la défaite de l'EN face au Cap Vert en match amical qui s'était déroulé au stade du 5-Juillet et cela avait suscité une réaction de la part de la FAF qui avait souligné que Fédération était la seule habilitée à prononcer le limogeage ou le maintien du sélectionneur national, comme pour montrer que ce ne sont pas les hautes autorités qui décident en ses lieu et place.

M. M.

USM Alger

Soustara se préparera à Gammarrth

L'USM Alger entame samedi un stage de dix jours à Gammarrth (Tunisie) qui sera ponctué par deux matchs amicaux, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football sur son site officiel. Il s'agit de la première étape préparatoire pour les «Rouge et noir» qui vont enchaîner avec un second stage à Nairobi (Kenya) du 7 au 16 juillet, en vue du match en déplacement à Kigali le 18 juillet face aux Rwandais de Rayons Sport, dans le cadre de la troisième journée (Gr. D)

de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine (CAF). La direction du club algérois a confié la barre technique au Français Thierry Froger (55 ans) qui s'est engagé pour un contrat d'une saison renouvelable, en remplacement de Miloud Hamdi, parti à Al-Salmiya SC (Koweït). Côté recrutement, l'USMA a assuré jusque-là les services de cinq recrues, en l'occurrence l'attaquant Zakaria Benchaâ (engagé en mars dernier, ndlr), le défenseur rwandais Emery Bayesenge, le défenseur

Mohamed Mezghrani, l'attaquant Aymen Mahious, et le meneur de jeu Mohamed Bentiba, alors que le défenseur Rayane Hais a fini par résilier son contrat quelques jours après avoir signé pour trois saisons. A l'issue de la deuxième journée de la Coupe de la Confédération, les Usmistes trônent en tête du groupe D avec 4 points devant les Kényans de Gor Mahia (2 pts) et Rayons Sport (2 pts). Les Young Africans de Tanzanie ferment la marche (1 pt).

Mondial 2018 (3^e journée) - Iran / Portugal

Abid Charef désigné quatrième arbitre

L'Algérien Mehdi Abid Charef a été désigné quatrième arbitre du match devant opposer l'Iran au Portugal prévu le 25 juin pour le compte de la troisième et dernière journée du groupe B de la Coupe du monde 2018, a indiqué samedi la Fédération internationale de football (FIFA). C'est la seconde

fois que Abid Charef est désigné comme quatrième arbitre après la première fois lors de la rencontre entre le Pérou et le Danemark (0-1) disputée le 16 juin pour le compte de la première journée du groupe C. Le match Iran-Portugal, décisif pour la qualification aux huitièmes de finale, a été confié à un trio para-

guayens sous la conduite de Enrique Caceres assisté d'Eduardo Cardozo et Jaun Zorrilla. Le cinquième arbitre est le Tunisien Anouar Hmila. L'Espagne partage avec le Portugal la tête du groupe B avec quatre points devant l'Iran (3 pts). Le Maroc est lanterne rouge (0 pt).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Crime

Un jeune de 33 ans assassiné à Aokas

UN JEUNE de 33 ans natif d'Aokas a été découvert jeudi dernier égorgé à Thala Khaled dans la commune d'Aokas. La victime résidait à la cité des Palmiers. Son corps ensanglanté a été jeté sur le bas-côté de la route près du carrefour. La victime aurait été, selon certaines sources, assassinée lors d'une soirée par deux personnes dont l'une serait originaire de la commune de Kherrata. La soirée

aurait mal tourné et elle a fini dans un bain de sang. Alertés, les pompiers, dont le poste se trouve à quelques encablures de l'endroit du drame, sont intervenus et ont évacué la victime à l'hôpital de la commune. La victime rendra l'âme juste après son arrivée dans cet établissement sanitaire. Il a été enterré hier alors que la Gendarmerie a entamé son enquête.

H.C.

Accident de la route à Chlef

Un mort et un blessé sur l'axe Chettia-Ténès



suite à une collision entre une benne à ordures et un véhicule utilitaire, sur le tronçon de la RN19 traversant le lieu-dit AS8 de la commune de Chettia.

Le chauffeur du véhicule (21 ans) a rendu l'âme à l'hôpital de Chettia, des suites de ses blessures, au moment où la 2e victime de cet accident (24 ans), atteinte de blessures graves, est toujours sous surveillance médicale, a-t-on ajouté de même source.

Les deux victimes sont originaires de Chettia, a précisé le lieutenant Messaâdia, signalant l'ouverture d'une enquête pour élucider les circonstances exactes de ce drame de la route.

R. N.

UNE PERSONNE a trouvé la mort et une autre a été gravement blessée dans un accident de la circulation survenu, dimanche, sur l'axe Chettia-Ténès, de la RN 19 à Chlef, a-t-on appris du chargé de la cellule de communication de la Protection civile de la wilaya.

Selon le lieutenant Mohamed Messaâdia, l'unité de la Protection civile de Chettia est intervenue aux environs de 8h15

Échangeur des Quatre chemins de Béjaïa

L'ouvrage d'art enfin mis en service

Tant attendu par les usagers et les habitants de la ville de Béjaïa ainsi que ses visiteurs, l'échangeur des Quatre chemins a enfin été livré à la circulation par les autorités de wilaya et du secteur, entre autres. La réalisation de l'ouvrage qui va décongestionner le trafic routier de la ville de Béjaïa au niveau du croisement des deux routes à grande circulation RN 12 et RN 09 a duré sept longues années et coûté la bagatelle de 400 milliards de centimes. Le projet avait été inscrit en 2010 dans le cadre du plan national de consolidation à la croissance économique et a été lancé en 2012 pour un montant de 2 milliards de centimes. Un délai initial de 24 mois avait été fixé à l'Entreprise nationale des grands ouvrages d'art (ENGOA) pour sa livraison. Toutefois, un seul pont sur les sept prévus a été mis en service en 2014,

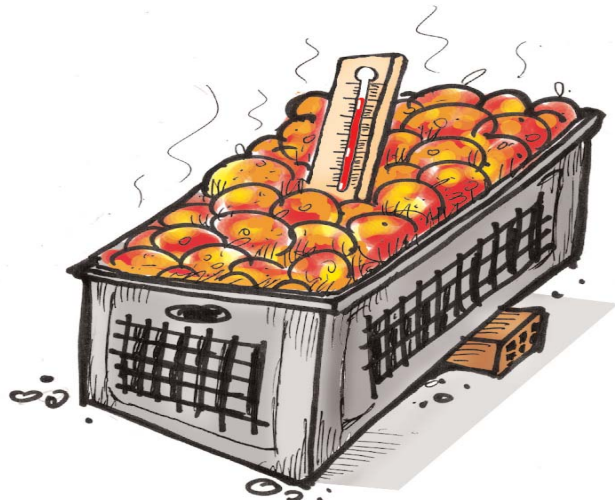
depuis le début des travaux en 2012, jusqu'à hier. La livraison de l'ouvrage a été plusieurs fois annoncée puis reportée pour cause de non-achèvement des travaux de ce projet dont la mise en service a provoqué hier une grande liesse chez les automobilistes qui ne manquent pas de l'exprimer vivement et avec une grande ferveur, ceci par des klaxons à chaque passage sur les multiples ponts aériens de l'ouvrage. Ainsi le trafic routier des RN 9 et 12 a été enfin basculé sur les ponts aériens dans la matinée, ce qui rendu singulièrement la circulation agréable à l'entrée de la capitale des Hammadites. Notons que l'ouvrage comprend trois grands ponts aériens en forme de tentacules d'un poulpé géant. Le premier bras situé tout à fait à droite en venant de Tichy permettra de rejoindre le centre-ville de Béjaïa sans gêner, ni croiser les

véhicules. Le second, le plus long, situé au milieu, permet aux usagers qui arrivent de l'Est de la wilaya, de passer sans croiser personne, de rejoindre la RN12 vers Alger et d'avoir accès à la gare routière en même temps ou de faire demi-tour vers l'Est. Le troisième bras est réservé aux automobilistes qui arrivent de la RN12 de rejoindre la RN9 vers Tichy et Sétif sans difficulté. Selon le DTP, M. Zahnit qui s'exprimait ces derniers jours sur la radio, il reste encore quelques travaux à réaliser au sol comme l'embellissement des lieux et la finalisation de la signalisation routière, qui n'ont pu être achevés à cause précisément de la circulation très dense des voitures. Une responsable du bureau d'études chargé du suivi de la réalisation de l'ouvrage a déclaré hier que «ces travaux devraient être achevés dans une semaine». Avec la mise en ser-

vice de ce joyau architectural il sera enfin mis un terme aux indéscriptibles bouchons quotidiens de voitures et de camions qui se forment à cet endroit particulièrement en période estivale. Il va garantir une fluidité optimale du trafic routier dans cette intersection la plus dense en trafic dans tout Béjaïa, comme c'est l'occasion de réorganiser la circulation à hauteur de la nouvelle gare routière et du passage d'en face par la suppression de tous les croisements de véhicules au niveau de l'ancien carrefour. Notons que de nombreux travailleurs contractuels de l'entreprise ENGOA ayant réalisé cet ouvrage d'art ont manifesté hier à l'inauguration pour dénoncer le refus de leur employeur de renouveler leurs contrats de travail après la fin des travaux de ce projet.

Hocine Cherfa

c'est la flambée



Loomis

Djalou@hotmail.com

20^e anniversaire de l'assassinat de Matoub Lounès

La Fondation appelle «à la vigilance et à la lucidité»

■ La Fondation Matoub Lounès a appelé hier à la vigilance et à la lucidité en ce triste 20^e anniversaire de l'assassinat du rebelle sur la route de Tala Bounane, un certain 25 juin 1998.

Par Hamid Messir

L'appel de la Fondation qui porte le nom du chanteur de l'amazighité est dicté, selon la déclaration rendue publique hier, par le contexte politique difficile marqué par de «graves menaces qui pèsent sur la Kabylie, qui risque, une fois de plus, une fois de trop, d'être agressée» et des tentatives d'«aventuriers et de manipulateurs de l'ombre» afin d'entraîner «notre jeunesse vers l'irréparable et le chaos !». Pour la Fondation Matoub Lounès, le rebelle, «trop de sang a coulé. Trop de larmes peinent à sécher»

et appelle «à la poursuite de la lutte pacifique, dans la diversité de nos convictions et le respect de notre éthique ancestrale, pour perpétuer le message du rebelle, promouvoir notre langue et notre culture, défendre notre dignité, élargir les espaces de liberté menacés par la répression du pouvoir et les provocations des aventuriers qui tendent à la justicier». Poursuivant sa déclaration, la même Fondation écrit que «du fond de sa tombe, Matoub Lounès nous interpelle pour lui rendre justice en révélant enfin la vérité» et que «pour sa famille, pour la Fondation qui porte son nom, pour la jeunesse qui pleure encore celui qui est resté son

guide, son repère, et son recours dans les moments de détresse, cette quête de vérité et de justice ne vise pas à étancher une soif de vengeance ; elle tend à dresser une barrière morale contre les criminels de l'ombre qui, pour de misérables calculs politiciens, ne reculent devant aucune provocation, même au prix d'un effroyable bain de sang». «Notre jeunesse, admirable par sa détermination et son courage, marche sur les pas de Matoub Lounès, vers son émancipation dans la liberté et la dignité ; elle ne doit pas être sacrifiée dans des manœuvres d'arrière-garde contraires à ses aspirations qui, derrière des slogans en apparence respectables, tentent de l'entraîner vers l'irréparable», lit-on encore dans le même document. La Fondation réclame une nouvelle fois, la réouverture du dossier de l'assassinat du chanteur dans la transparence et le respect des procédures «à la lumière des derniers rebondissement, notamment les déclarations d'un célèbre chanteur qui affirme être arrivé sur les lieux du crime une dizaine de minutes après l'attentat tout en soulignant que la justice, d'ordinaire si prompt à s'autosaisir dans des délits mineurs touchant les dignitaires du régime, est restée silencieuse». A noter enfin que la Fondation Matoub Lounès a tracé un programme riche et varié pour commémorer le 20^e anniversaire de son assassinat à Taourirt Moussa (Ath Douala) village natal du rebelle. Ce programme sera marqué par la projection d'un gala animé par le chanteur au Zénith de Paris juste après sa remise en liberté par ses ravisseurs en 1994. H. M.